



**Conférence de presse de M. Parfait Onanga-Anyanga
Représentant spécial du Secrétaire-général et Chef du Bureau des Nations Unies au
Burundi (BNUB)
Bujumbura, 3 octobre 2012**

Mesdames et messieurs les journalistes,

Merci d'avoir répondu à notre invitation. Etant nouvellement établi au Burundi, j'ai tenu à vous rencontrer pour rappeler l'importante mission des Nations Unies dans ce pays, mais aussi pour souligner le rôle essentiel que la presse peut jouer dans les efforts en vue du renforcement de la paix et de la stabilité au Burundi.

Je saisis cette occasion pour réaffirmer que ma mission ici s'inscrit dans la continuité de l'engagement des Nations Unies au Burundi, conformément au mandat prescrit par le Conseil de Sécurité. Cela veut dire que nous jouissons de toute la légitimité de la communauté internationale à laquelle souscrit pleinement le Gouvernement burundais.

J'ai entamé ma mission ici le 15 août dernier. J'ai depuis eu l'honneur de rencontrer Son Excellence Monsieur le Président de la République, Pierre Nkurunziza. J'ai également entrepris une série de visites de courtoisie auprès des plus hautes autorités gouvernementales et des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Mais j'ai aussi pris contact avec les autres acteurs politiques, des représentants de la société civile, des leaders religieux, des organisations féminines et des responsables de presse.

J'entends poursuivre ces rencontres dans les jours qui suivent. Elles me permettent de mieux connaître le pays, d'écouter nos différents interlocuteurs pour mieux mener la mission que m'a confié le Secrétaire-général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Mon arrivée coïncide avec un moment important dans la vie politique et socio-économique du Burundi, qui vient de fêter avec succès ses 50 ans d'indépendance. On peut se réjouir du fait que le pays connaît aujourd'hui une plus grande stabilité. Il a pu en effet passer l'épreuve de deux élections importantes et s'attaquer à promouvoir la croissance économique et à lutter contre la pauvreté à travers le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté – deuxième génération (CSLP II) qu'il a élaboré.

Un immense chantier de réformes est en cours et produit déjà des résultats fort encourageants. Le pays s'apprête aussi à consolider les acquis démocratiques avec l'organisation de nouvelles élections en 2015. Par ailleurs, le processus de renouvellement de la CENI et le lancement du débat sur des questions importantes, telle la nouvelle loi électorale et celle de la presse, est en cours.

Nous sommes donc dans une période extrêmement dynamique, dans un contexte où le pays continue de faire face à bon nombre de défis face auxquels le Secrétaire-général à exprimer sa préoccupation et offert son appui, notamment en vue du renforcement de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, du renforcement des capacités et de l'indépendance du pouvoir judiciaire, ainsi que d'y promouvoir la croissance socio-économique et de lutte contre la pauvreté.

Mais je suis conforté par l'engagement pris par les plus hautes autorités burundaises pour relever ces défis dans un esprit de cohésion sociale en ayant à cœur de préserver l'unité nationale. L'important discours du Président de la République, le 26 août 2012 dernier, dans lequel il affirme notamment que *“c'est le moment favorable de se mettre autour d'une table pour un dialogue inclusif, mener des débats sur toutes les questions sans s'exclure, sans être exclu”*, fin de citation, est de très bon augure au regard des importantes échéances électorales à venir.

Pour notre part, le BNUB et l'ensemble de la famille des Nations Unies au Burundi, nous demeurons déterminés à travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burundi, les partenaires du Burundi et les différents acteurs de la vie socio-politique Burundaise pour l'édification d'une nation burundaise plus forte, plus prospère, protectrice de tous et confiante en son avenir.

Les Nations Unies ont toujours répondu à l'appel du pays et sont déterminées à poursuivre sur cette voie et œuvrer main dans la main avec le Burundi, pour qu'il puisse consolider les progrès remarquables déjà réalisés.

Dans cette perspective, nous sommes engagés aux côtés des autorités burundaises pour que la grande Conférence des partenaires du Burundi, prévue les 29 et 30 octobre prochains à Genève, permette une mobilisation optimale des ressources nécessaires à la pleine mise en œuvre du CSLP II.

Je vous remercie.